



communiqué intersyndical

Tenons-nous prêts !

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, F.O.-DGFIP et CFDT/ CFTC Finances Publiques ont décidé de ne pas participer au Comité technique de réseau convoqué hier lundi 9 novembre afin de manifester leur profond désaccord avec la volonté du Directeur général d'avancer coûte que coûte sur les réformes.

Depuis la rentrée, il a communiqué vers les personnels d'une manière donnant à entendre que désormais, les choses seraient sur les rails, les organisations syndicales et les élus locaux devenus soudainement favorables aux projets qu'il porte et qu'on n'y pourrait plus rien changer. En cohérence avec son état d'esprit, notre demande commune de suspension des réformes en cours compte tenu de la situation sanitaire a fait l'objet de sa part d'une fin de non recevoir. Il considère en effet que, la DGFIP fonctionnant de manière quasi normale, il n'existe aucune raison valable de ralentir le rythme et de faire une pause.

Peu lui importe en effet que les services RH déjà fortement sollicités par la gestion de la crise sanitaire en interne peinent à apporter des réponses aux agents concernés par des restructurations prévues au 1^{er} janvier 2021.

Peu lui importe aussi que les agents, afin de remplir l'ensemble des missions, démontrent un niveau d'engagement dont beaucoup de directeurs généraux se féliciteraient.

Peu lui importe également que le fait d'envisager des déménagements et des regroupements de services dans la période soit un non sens.

En fait, une seule chose lui importe l'avancement de ses projets afin de rattraper le retard pris au printemps de manière à cranter le processus de manière irréversible.

Aucun des arguments développés n'a ébranlé ses certitudes pas même le fait que la crise sanitaire ne

ni un dialogue social de qualité ni non plus la circulation de l'information syndicale. De là à imaginer qu'il profite de la situation il n'y a qu'un pas.

Ce n'est pas la manière dont les directions locales s'ingénient à compliquer l'exercice du mandat syndical sur le terrain qui peut démontrer le contraire d'autant qu'elles viennent d'être confortées par une note de la DG sur l'organisation du dialogue dans la période. Ainsi, les instances statutaires se tiennent à distance ou avec moins de participants ce qui ne favorise pas la qualité des échanges.

De même, alors que les agents dès lors qu'ils sont masqués peuvent travailler en nombre dans les services, le faible taux de télétravail est là pour le démontrer, les représentants syndicaux tout aussi masqués mais sans doute plus contagieux que d'autres sont limités dans leur liberté de diffusion de l'information syndicale. En revanche, les directions locales continuent sans problème à multiplier les contacts avec les élus locaux pour leur vendre les projets en cours et notamment le NRP.

Pour les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, F.O.-DGFIP, CFDT/ CFTC Finances Publiques, la priorité du moment n'est pas l'avancement des réformes à marche forcée à rebours des leçons de la crise sanitaire mais, la protection des personnels et le service et le soutien aux usagers : particuliers, entreprises et collectivités territoriales. Résoudre les problèmes générés par la crise implique de la proximité et de la stabilité pas le déménagement permanent.

Les organisations syndicales siégeant au Comité Technique de Réseau, loin d'avoir changé de position sur les projets mortifères de la Direction Générale insistent sur la nécessité de préserver notre capacité collective de mobilisation. Elles engagent les personnels à s'informer par tous les moyens à leur disposition et à se tenir prêts à répondre à leur appel le moment venu.